



Manifestation contre les féminicides, les violences sexuelles et toutes les violences de genre



Le 23 novembre, nous appelons une déferlante féministe dans les rues !

En France, depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, nous décomptons déjà plus d'un millier de féminicides. UN MILLIER de femmes et filles assassinées par des hommes !

Qui s'en indignent ? Quelles réponses politiques ?

Depuis 7 ans, les gouvernements successifs ont multiplié les promesses mais les moyens sont dérisoires et en baisse, l'action politique est quasi-inexistante. Non seulement le gouvernement ne soutient pas le travail militant et associatif, mais il s'engage dans une répression sans précédent des mouvements sociaux et féministes.

En France, une femme est victime de viol ou tentative de viol toutes les 2 minutes 30 et un enfant toutes les 3 minutes. Plus de cinq millions d'adultes en France déclarent avoir été victimes de pédocriminalité. Des centaines de milliers d'enfants sont victimes des violences conjugales, parentales et intrafamiliales. Un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Face à Gisèle et ses enfants, le profil des 51 hommes accusés de viol sous soumission chimique confirme ce que les associations féministes et enfantistes répètent depuis des décennies : les auteurs de violences ne sont pas des monstres, ce sont des hommes de notre entourage mais aussi des personnalités publiques. Ces violences concernent tout le monde ! Et la honte doit changer de camp !

Les violences de genre interviennent aussi au croisement de plusieurs systèmes de domination et d'exclusion. Ce sont les paroles des premières concernées qui fondent nos luttes féministes et nous combattons conjointement toutes les oppressions.

Le 23 novembre, nous serons dans la rue pour crier notre colère face aux violences sociales qui se sont multipliées ces dernières années et impactent particulièrement la vie des femmes, des personnes LGBTQI+ et des enfants.

Les solutions sont connues depuis des décennies, d'autres pays les mettent en oeuvre avec des résultats probants : des politiques publiques notamment de prévention des violences, d'éducation à l'égalité et à la culture du consentement à l'école, de mise à l'abri et d'accompagnement des victimes dans leur reconstruction. Le 23 novembre, nous serons dans la rue pour réclamer ces politiques publiques, avec un budget pérenne annuel d'au moins 2,6 milliards d'euros soit 0,5% du budget de l'Etat.

Nous serons dans la rue pour dénoncer la haine entretenue par la fascisation des discours politiques et médiatiques, qui impactent directement nos vies.

Nous serons aussi dans la rue en solidarité avec nos sœurs et nos adèles du monde entier, et en soutien de tous les peuples victimes de la colonisation, des génocides, des guerres.

NOUS PLAIDONS POUR :

- L'éducation des enfants à l'égalité des genres et à la culture du consentement
- La formation obligatoire des professionnelLES
- La prévention des violences de genre au travail
- Le financement de la recherche consacrée aux violences de genre
- Le soutien aux associations de terrain qui remplissent des missions de service public de solidarité envers les victimes de violences
- Le déploiement massif de personnels des services publics en charge des dossiers sur les violences de genre et déploiement des dispositifs de protection
- La mise en place d'un plan d'urgence pour la protection de l'enfance
- La mise en sûreté et accompagnement des victimes de violences de genre, adultes et mineurEs
- L'accès équitable aux droits fondamentaux de toutes

16 novembre 14h : Déambulation et Die-in Femmage (Gare d'Amiens)

23 novembre 14h : Manifestation (Gare d'Amiens)

